

bien des Américains patriotes contestent sérieusement et critiquent énergiquement aujourd'hui la décision du président au sujet d'un système d'engins antiengins.

Dans un éditorial du *Times* de New York, du lundi 17 mars, je relève le passage suivant:

Si l'on ne réfléchissait pas trop, on pourrait se laisser convaincre par l'éloquence du président, qui affirme vouloir faire preuve de modération, mais les principes sur lesquels il fonde sa décision le prouvent une fois de plus, la course aux armements se poursuit en un cercle vicieux qui aboutira fatalement à la destruction universelle.

L'auteur de l'article signale que même si le président attribue sa décision à la présence de 67 engins antiengins, installés tout autour de Moscou, le Pentagone sait depuis longtemps que ces engins sont déjà désuets et que les mesures de riposte envisagées par les États-Unis comportent plus de 700 engins antiengins; avec l'utilisation d'engins balistiques à têtes nucléaires multiples, et à plusieurs corps de rentrée, une augmentation probablement quintuplée dans les engins transporteurs qui passeront de 1,700 à plus de 8,000.

Aussi, bien des personnes réfléchies posent des questions honnêtes à ce sujet. Permettez-moi, dans le peu de temps dont je dispose, de vous exposer brièvement l'histoire des enquêtes et des discussions qui se sont poursuivies sur les engins antiengins. On a d'abord proposé un réseau d'engins antiengins du type Nike-X. L'ancien secrétaire à la Défense, Robert McNamara, s'y est opposé. Il a comparu devant le comité du Sénat des forces armées et des crédits de défense le 26 janvier 1967 et y a présenté un mémoire de 209 pages. Je ne prendrai pas le temps de la Chambre pour en citer de longs extraits mais je pourrais peut-être paraphraser ce qu'il a dit: il s'est opposé à cette proposition d'abord parce qu'elle n'assurerait pas de véritable sécurité et que les États-Unis dépenseraient des sommes énormes pour une chose qui, en fin de compte, leur donnerait bien peu de sécurité, sinon aucune. D'après lui, la sécurité des États-Unis tient à leur capacité d'offensive et à leurs engins balistiques intercontinentaux quatre fois plus nombreux que ceux de l'Union soviétique et aux Polaris lancés à partir de sous-marins nucléaires.

Sa deuxième objection au comité du Sénat fut celle-ci: la construction d'un réseau étendu d'engins antiengins pourrait facilement déclencher une nouvelle accélération dans la course aux armes nucléaires. Les députés savent que M. McNamara, sous les pressions du puissant complexe militaire des États-Unis, avait fini par accepter ce qu'on appelait ce «réseau mince» de lancement de missiles. Le système ne devait servir qu'à la défense contre la Chine continentale et n'é-

tait pas dirigé contre l'Union soviétique. A la suite de pressions constantes des chefs d'état-major et des industries intéressées le président Johnson avait approuvé et annoncé ce qu'on appelle le système de sentinelle. Ce système devait entourer certaines des principales villes des États-Unis dotées de bases ABM. Il en est résulté un tel tumulte dans certaines des villes des États-Unis que le Congrès et le président Johnson ont décidé de laisser la question en instance et de la renvoyer au prochain président.

● (8.10 p.m.)

Pendant quelque temps le président Nixon a réfléchi à la décision que prendrait son administration en ce qui concerne la construction d'un système ABM. Vendredi dernier, il a annoncé la construction de ce qu'il a appelé un système de protection qui n'entourera pas les principales agglomérations, mais qui serait conçu de façon à protéger les 11 bases de missiles Minuteman situées à des endroits centraux aux États-Unis.

Dans sa déclaration, le président a indiqué avec beaucoup de circonspection que cette décision n'était pas provocatrice et qu'elle ne devait pas conduire à une escalade nucléaire. Je ne saurais mieux faire que de citer un article paru dans le numéro du lundi 17 mars du *Star* de Montréal sous la signature de M. James Eayrs, auteur bien connu et autorité reconnue dans le domaine des affaires extérieures. Pour répondre à la déclaration du président selon laquelle le système de missiles antimissiles assurerait la protection de la population américaine, M. Eayrs a dit:

Il est probable que ce système n'assurera rien du genre. Il protégera dans la mesure où l'Union soviétique ne bougera pas devant l'accroissement de la puissance américaine. Tout ce que l'on sait de la dynamique de la course aux armements, des réflexes des Russes en leur qualité de participants à cette course, donne à penser que l'Union soviétique agira. Les assurances de M. Nixon, selon lesquelles «le programme n'a rien de provocateur» et «notre décision n'influe en rien sur la capacité d'exercer des représailles des Soviétiques», sont naïves, sinon malhonnêtes.

On pourrait nous demander en quoi ce que font les États-Unis concerne le Canada. Cela nous concerne, à mon avis, parce que toute action apte à conduire à un holocauste nucléaire aurait des conséquences terribles pour le peuple canadien. M. George Ignatieff, chef négociateur du Canada pour le désarmement à Genève, antérieurement notre représentant aux Nations Unies, l'a souligné cette semaine. M. Ignatieff a déclaré:

... la course galopante aux armements des États-Unis et de l'Union soviétique présente des dangers pour le Canada plus que pour tout autre pays. Si cette course devenait effrénée, les conséquences pourraient en être catastrophiques pour le Canada, situé entre deux géants nucléaires.

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles).]